Classe, genre, « race » : pour une dialectique vivante des luttes sociales

Comment articuler la lutte des classes et les luttes féministes, antiracistes ou LGBTQIA+ sans tomber dans une fragmentation des combats, voire dans leur récupération au service de l'ordre établi ? Le présent texte propose une lecture dialectique des rapports sociaux d'exploitation et de domination, qui s'imbriquent selon des configurations diverses au sein du capitalisme contemporain. Les travaux de chercheuses et de chercheurs qui s'inspirent d'un marxisme vivant et du féminisme matérialiste nous fournissent de précieuses pistes pour penser ces rapports dans leur globalité.

Deux lectures partielles des luttes sociales

Au sein de la gauche, la question de l'articulation entre la lutte des classes et les luttes dites « sociétales » fait l'objet d'analyses divergentes. Certain·es dénoncent, non sans raison, la fragmentation des mouvements sociaux autour d'identités particulières et craignent que le rôle déterminant de la classe ouvrière ne soit relégué au second plan. D'autres insistent, tout aussi légitimement, sur les multiples formes de domination qui traversent le capitalisme contemporain, mais tendent parfois à perdre de vue la centralité du rapport entre le capital et le travail.

Lorsqu’elles se figent, ces deux approches n’offrent qu’une compréhension partielle des dynamiques sociales. La première risque de réduire toutes les contradictions à l’antagonisme entre le capital et le travail ; la seconde, de juxtaposer différentes formes de domination sans montrer comment elles s’articulent entre elles et avec les rapports de classe. L’enjeu consiste donc à saisir les relations dialectiques qui structurent le capitalisme contemporain, sans dissoudre la lutte des classes dans une simple addition de luttes particulières ni considérer celles-ci comme négligeables.

Classe ouvrière et reproduction sociale

La centralité objective du rapport entre le capital et le travail ne signifie cependant pas que la classe ouvrière devienne spontanément un sujet politique conscient et organisé.

Aujourd’hui, de nombreuses chercheuses et de nombreux chercheurs marxistes considèrent que la classe ouvrière s’étend bien au-delà du seul monde ouvrier industriel. Elle comprend une grande partie du salariat ainsi que les travailleuses et les travailleurs qui assument les activités indispensables à la reproduction sociale, qu’elles soient salariées ou non. Cette classe ouvrière élargie est elle-même fragmentée, féminisée et internationalisée.

Son unité ne peut donc être présupposée : elle doit être construite politiquement à partir de la diversité de ses conditions concrètes d’existence.

L’un des apports majeurs du marxisme féministe a été de montrer que la reproduction de la force de travail ne dépend pas seulement du salaire et ne se déroule pas uniquement dans la sphère marchande. Elle repose également sur un ensemble d’activités et d’institutions, parmi lesquelles le travail domestique et de soin, la famille, ainsi que les services publics et les politiques sociales organisés ou financés par

l’État. Cette reproduction est aussi structurée par les rapports de genre, de racialisation et de sexualité, qui s’inscrivent à la fois dans les représentations sociales et dans les conditions matérielles d’existence.

Nombre de rapports de domination existaient déjà avant la généralisation du mode de production capitaliste. Ils possèdent leur histoire propre et une autonomie relative. Cependant, le capitalisme les transforme, les articule à sa logique et en tire parti pour organiser la division du travail, différencier les statuts et naturaliser les inégalités. Ces rapports contribuent ainsi à structurer concrètement l’exploitation, tandis que les transformations historiques du capitalisme les reconfigurent à leur tour.

Une convergence à construire

Il n’existe dès lors aucune opposition intrinsèque entre les luttes féministes, antiracistes ou LGBTQIA+ et la lutte des classes. Elles peuvent devenir des composantes organiques du combat anticapitaliste lorsqu’elles s’inscrivent consciemment dans une perspective commune d’émancipation de la classe ouvrière, dans toute sa diversité, et de l’ensemble des groupes opprimés.

Cette convergence ne découle toutefois pas spontanément de leur inscription dans les rapports sociaux capitalistes. La fragmentation est elle-même une réalité matérielle. Leur unité doit être construite politiquement à travers une conscience commune, des organisations, des pratiques de solidarité et un projet anticapitaliste capable d’unifier les combats sans effacer leur diversité.

Construire cette convergence ne signifie ni hiérarchiser les luttes ni opposer « classe » et « identité », comme s’il s’agissait de réalités concurrentes. La dialectique matérialiste nous enseigne au contraire la nécessité de les articuler.

Le capital ne se contente pas de fragmenter la classe ouvrière ; il reproduit et approfondit les divisions sociales en s'appuyant notamment sur le racisme, le sexisme et l'hétéropatriarcat. Ces divisions contribuent à organiser la concurrence au sein du salariat et peuvent ainsi être mises au service de l'accumulation du capital. L'émancipation ne peut donc faire l'économie d'une critique radicale de ces rapports de domination, sans pour autant perdre de vue le rapport fondamental sur lequel repose le système : l'exploitation du travail par le capital.

Entre dérives identitaires et récupération néolibérale

Cette articulation doit toutefois se garder des pratiques sectaires qui, en traçant des frontières artificielles et en stigmatisant des personnes en raison de leurs choix individuels, de leurs opinions ou de leurs usages linguistiques, accentuent les clivages entre les travailleuses et les travailleurs au lieu de favoriser leur unité.

Certaines de ces dérives sont souvent regroupées sous le terme polémique et péjoratif de « wokisme ». Le mot anglais *woke* renvoyait pourtant, à l'origine, à la vigilance face au racisme et aux injustices subies par la population afro-américaine. Sa transformation en épouvantail idéologique par les forces réactionnaires ne vise pas principalement à dénoncer certaines dérives bien réelles, qui méritent d'être critiquées, mais à mener une véritable guerre culturelle contre l'ensemble des aspirations émancipatrices. Cet usage démagogique du terme sert à disqualifier indistinctement les luttes féministes, antiracistes ou LGBTQIA+ et à nier la réalité des dominations qu'elles combattent.

Cette instrumentalisation réactionnaire ne doit cependant pas nous empêcher de critiquer certaines pratiques bien réelles : l'essentialisation des identités, la moralisation des débats,

la stigmatisation, voire l'exclusion, de celles et ceux qui expriment un désaccord argumenté, ou encore la réduction de l'émancipation à des démarches individuelles de reconnaissance, au détriment d'une transformation collective des structures sociales. Cette critique doit être menée depuis une perspective émancipatrice et anticapitaliste, et non au nom d'un retour à l'ordre conservateur.

Cette critique nécessaire resterait néanmoins incomplète si elle se limitait à ces dérives. Elle doit également dénoncer la récupération de certaines revendications émancipatrices par les forces libérales de la bourgeoisie, qui cherchent à les détacher de toute critique du capitalisme pour mieux les intégrer à l'ordre établi. Elle doit tout autant viser les secteurs de la gauche et du centre gauche qui ont fait de leur progressisme en matière sociétale un substitut à la conflictualité de classe et à la transformation socio-économique.

Depuis les années 1990, d'importants secteurs de la gauche et du centre gauche ont largement accompagné les politiques de déréglementation, de privatisation, de flexibilisation du travail et de recul des protections sociales. Leur conversion au néolibéralisme s'est souvent accompagnée de la mise en avant de réformes sociétales et de l'extension de certains droits individuels, devenus parfois les principaux marqueurs de leur identité progressiste sans que soient remises en cause les orientations économiques dominantes.

Les forces politiques libérales et la social-démocratie ont ainsi pu contribuer à l'adoption de réformes sociétales et à l'extension de droits individuels importants. Ces avancées, certes réelles et nécessaires, ne pouvaient cependant se substituer à une politique d'émancipation collective. Plus encore, les politiques de régression sociale menées par ces mêmes forces ont progressivement affaibli les conditions matérielles permettant à toutes et à tous d'exercer effectivement ces droits sur un pied d'égalité.

Pour une émancipation commune

Reconnaître la pluralité des rapports de domination ne conduit pas à juxtaposer une série de luttes particulières. L'enjeu politique est au contraire de construire leur convergence autour d'un projet commun de transformation sociale et écologique.

Dans *Feminism for the 99%: A Manifesto*, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser résument cette exigence en appelant l'ensemble des mouvements radicaux à s'unir dans une lutte anticapitaliste commune [1]. Cette perspective dépasse aussi bien la réduction de toutes les contradictions sociales au seul rapport entre le capital et le travail que leur fragmentation en combats séparés.

Dans une perspective gramscienne, cette convergence peut contribuer à la construction d'un nouveau bloc historique : l'articulation de forces sociales différentes autour d'un projet politique et culturel commun, sans effacement de leurs spécificités. La classe ouvrière, dans toute sa diversité, est appelée à en constituer une force centrale, à condition que ses organisations soient capables d'intégrer pleinement les luttes féministes, antiracistes, écologistes et LGBTQIA+, ainsi que toutes celles qui contestent les formes d'exploitation et de domination produites ou reproduites par la société capitaliste.

Une telle convergence ne se décrète pas. Elle se construit dans les luttes, par l'élaboration d'intérêts communs, de solidarités concrètes et d'une conscience politique partagée. Elle suppose également de combattre les divisions que le capitalisme exploite et reproduit au sein même des classes et couches populaires.

La tâche stratégique des communistes, des socialistes et des anticapitalistes consiste dès lors à contribuer à cette construction. Il ne s'agit pas de subordonner mécaniquement

une lutte à une autre, mais de les articuler dans un projet contre-hégémonique capable de rassembler une majorité sociale. C’est à cette condition que la diversité des résistances peut devenir une force collective de transformation sociale et écologique et ouvrir la voie à une émancipation commune.

---

1. Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser, *Feminism for the 99%: A Manifesto*, Verso, 2019, thèse 11 : *« Feminism for the 99 percent calls on all radical movements to join together in a common anticapitalist insurgency. »*